

4° le Ministre communautaire de l'Enseignement : le Membre de l'Exécutif flamand compétent en matière d'enseignement.

Art. 2. Sont censés avoir reçu une formation relative à l'encadrement professionnel de familles dans leur propre milieu, tel qu'il est visé aux articles 24. A. 2 et 27.4. de l'arrêté d'agrément et de subventionnement :

1° les personnes qui possèdent un diplôme de licencié en psychologie, en pédagogie, en orthopédagogie ou en criminologie;

2° les personnes qui possèdent un diplôme d'E.S.N.U. à orientation sociale ou psychologique;

3° les personnes qui possèdent un autre diplôme que celui visé aux 1° et 2°, qui donne accès à la fonction de personnel de guidance de la classe 1 et qui peuvent fournir la preuve d'une formation supplémentaire relative à l'encadrement de familles à raison d'au moins soixante heures, organisée par un des établissements suivants :

a) les universités;

b) les établissements d'enseignement supérieur non universitaire à orientation sociale ou psychologique;

c) les établissements de formation dont le programme est approuvé par une commission d'appréciation créée au sein de l'Administration.

Art. 3. La formation supplémentaire visée aux articles 24. A. 5, 25.4 et 27.5 de l'arrêté d'agrément et de subventionnement doit être suivie dans un des établissements suivants :

1° les universités;

2° les établissements d'enseignement supérieur agréés par le Ministre communautaire de l'Enseignement;

3° les établissements de formation spécifiques dont le programme est considéré comme équivalent par le Ministre communautaire de l'Enseignement à celui des établissements visés aux 1° et 2°;

4° les initiatives dont le programme de formation est approuvé par la commission d'appréciation visée à l'article 2, 3°, c.

Entrent également en ligne de compte pour le recyclage visé au premier alinéa, les programmes de formation organisés sous le contrôle d'une université.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1991, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1992.

Bruxelles, le 3 décembre 1991.

Au nom du Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille, absent :

J. LENSSENS

Le Ministre communautaire de la Santé publique et des Affaires bruxelloise,

H. WECKX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 1091

18 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des sociétés de services dont l'activité est la fourniture à des radios privées de services en relation avec la programmation, la promotion, l'information ou la régie d'espaces publicitaires

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, modifié par le décret du 19 juillet 1991 modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment au chapitre IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, spécialement motivée par la nécessité de fixer un cadre réglementaire pour les sociétés dont l'activité est la fourniture de services aux radios privées;

Vu la délibération de l'Exécutif, en date du 11 décembre 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

— l'Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française;

— le Ministre : le Ministre membre de l'Exécutif ayant l'audiovisuel dans ses attributions;

— le décret : le décret du 19 juillet 1991 modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

Art. 2. Toute personne morale dont l'activité consiste en la fourniture à des radios privées de services doit être reconnue préalablement par l'Exécutif.

Ces services peuvent notamment être relatifs à la programmation, l'information, la promotion ou la régie d'espaces publicitaires.

La reconnaissance est octroyée pour une durée, renouvelable, de quatre ans maximum.

Art. 3. La reconnaissance suppose la communication préalable à l'Exécutif des données suivantes :

1^o les statuts de la personne morale, le nom de son représentant légal, la composition de son conseil d'administration ou de son organe de gestion, l'indication du siège social et du siège d'administration, ainsi que, s'il s'agit d'une société commerciale, le montant du capital et sa répartition;

2^o la nature du ou des services que la personne morale entend fournir aux radios privées ainsi que les conditions détaillées selon lesquelles ce ou ces services seront fournis;

3^o la dénomination des radios privées auxquelles ces services seront fournis.

Toute modification ultérieure à une des données visées ci-dessus est à communiquer à l'Exécutif dans un délai de huit jours francs à partir du moment où la modification est intervenue.

Art. 4. La personne morale doit régler préalablement à sa reconnaissance les questions relatives aux droits d'auteurs et aux droits voisins et s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à ces droits.

Art. 5. Pour être reconnue, la personne morale doit conclure avec l'Exécutif une convention qui est jointe à l'acte de reconnaissance.

La convention prévoit notamment :

— la mise en valeur des œuvres et artistes de la Communauté française et des Etats membres des Communautés européennes;

— une contribution au Fonds d'aide à la création radiophonique. Cette contribution est proportionnelle à la somme des puissances attribuées aux radios desservies par la personne morale. Elle est d'au maximum 10 000 francs par 100 W de puissance apparente rayonnée. Ce maximum est atteint lorsque la personne morale fournit la majeure partie des services aux radios privées.

Cette contribution est modulée en fonction notamment :

- de la notoriété;
- du nombre de services rendus;
- de l'importance du chiffre d'affaire;

de la personne morale

- de l'audience annoncée;
- du public potentiel;
- de la classe culturelle;
- de la production propre;

des radios privées bénéficiant des services de la personne morale.

Art. 6. La convention prévoit, lorsque la personne morale fournit de l'information aux radios privées, des conditions concernant l'emploi de journalistes professionnels.

Dans ce cas, la personne morale établit un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité de l'information et s'engage à le respecter.

Art. 7. En cas de manquement aux dispositions du présent arrêté, un seul avertissement est adressé à la personne morale par lettre recommandée.

Si, au terme d'une période de deux mois à dater de l'avertissement, les obligations de la personne morale ne sont toujours pas respectées, l'autorisation peut être suspendue par l'Exécutif, pour une période de 1 mois, après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

La suspension est automatiquement levée dès que la personne morale fournit les preuves de ses obligations.

La décision de l'Exécutif, dûment motivée, est adressée à la personne morale par lettre recommandée.

Si les causes de la suspension n'ont pas disparu au terme de la période de suspension, l'Exécutif peut procéder au retrait de l'autorisation après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Cette décision dûment motivée est adressée à la personne morale par lettre recommandée.

Art. 8. Une radio privée ne peut recourir aux services d'une personne morale non reconnue en vertu du présent arrêté.

En cas de non respect de l'alinéa 1^{er}, un seul avertissement est adressé par lettre recommandée à la personne morale détentrice de la reconnaissance de la radio privée.

Si au terme d'une période de deux mois à dater de l'avertissement, la disposition prévue à l'alinéa 1^{er} n'est toujours pas respectée, la reconnaissance de la radio privée peut, après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, être suspendue par l'Exécutif pour une période de un mois.

La décision de l'Exécutif, dûment motivée, est adressée à la personne morale par lettre recommandée.

Si les causes de la suspension n'ont pas disparu au terme de la période de suspension, l'Exécutif peut procéder au retrait de l'autorisation après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Cette décision dûment motivée est adressée à la personne morale par lettre recommandée.

Art. 9. Le Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 12 octobre 1991.

Bruxelles, le 18 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 1091

18 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning, de schorsing en het intrekken van de erkenning van dienstverlenende maatschappijen werkzaam op het gebied van de dienstverlening aan private radio's in verband met programmatie, promotie, berichtgeving of het beheer van reclamezendingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991 houdende wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en televisiedistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-télévision belge de la Communauté française » (RTBF) en het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op hoofdstuk IX;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid om verordeningen te bepalen voor de maatschappijen die diensten verlenen aan private radio's;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 11 december 1991 genomen beslissing;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Cultuur en Communicatie,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

- de Executieve : de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- de Minister : de Minister-Lid van de Executieve, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort;
- het decreet : het decreet van 19 juli 1991 houdende wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-télévision belge de la Communauté française » (RTBF) en het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector.

Art. 2. Elke rechtspersoon wiens activiteit bestaat in het verlenen van diensten aan private radio's moet voorafgaandelijk door de Executieve worden erkend.

Deze diensten kunnen betrekking hebben op de programmatie, de promotie of het beheer van reclamezendingen.

De erkenning is toegekend voor een hernieuwbare periode van maximum vier jaar.

Art. 3. De erkenning veronderstelt dat aan de Executieve voorafgaandelijk het volgende wordt meegegeeld :

- 1° de statuten van de rechtspersoon, de naam van zijn wettelijke vertegenwoordiger, de samenstelling van zijn raad van bestuur of zijn beheerorgaan, de vermelding van de maatschappelijke en de administratieve zetel en of het om een handelsvennootschap gaat, het bedrag van het kapitaal en zijn verdeling;
- 2° de aard van de dienst(en) te verlenen door de rechtspersoon aan de private radio's alsook de nader bepaalde voorwaarden waaraan voldaan moet worden voor de verlening van deze dienst(en);
- 3° de benaming van de private radio's die deze diensten zullen genieten.

Elke latere wijziging van de hierboven vermelde gegevens moet aan de Executieve worden meegegeeld binnen een termijn van acht dagen vanaf het ogenblik waarop de verandering plaats heeft gegrepen.

Art. 4. De rechtspersoon moet voorafgaandelijk aan zijn erkenning de problemen met betrekking tot de auteursrechten en aanverwante rechten regelen en verbindt zich ertoe de wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met deze rechten na te leven.

Art. 5. Om erkend te worden, moet de rechtspersoon met de Executieve een overeenkomst sluiten, overeenkomst die wordt gevoegd bij de erkenningsakte.

De overeenkomst voorziet onder meer in :

- de herwaardering van de kunstwerken en de kunstenaars van de Franse Gemeenschap en van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap;
- een bijdrage tot het Steunfonds voor creatie op radio. Deze bijdrage is evenredig met de som van de vermogens toegekend aan de door de rechtspersoon bediende radio's. Haar maximum bedraagt ten minste 10 000 frank per 100 W van het effectief uitgestraald vermogen. Dit maximum wordt bereikt wanneer de rechtspersoon de meerderheid van zijn diensten aan private radio's verleent.

Deze bijdrage wordt gemoduleerd in functie van, o.a. :

- de bekendheid;
 - het aantal verleende diensten;
 - de omvang van de omzet;
- van de rechtspersoon
- de aangekondigde luisterdichtheid;
 - het potentiële publiek;
 - de cultuurklasse;
 - de eigen produktie;

van de private radio's waaraan de rechtspersoon diensten verleent.

Art. 6. Wanneer de rechtspersoon berichtgeving verstrekt aan de private radio's, voorziet de overeenkomst in de voorwaarden met betrekking tot het gebruik van beroepsjournalisten.

In dat geval bepaalt de rechtspersoon een huishoudelijk reglement inzake de objectiviteit van de berichtgeving en verbindt zich ertoe het na te leven.

Art. 7. Zou de rechtspersoon de bepalingen van dit besluit niet naleven, dan wordt hem, per aangetekende brief, één enkele aanmaning gestuurd.

Indien hij, binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de aanmaning, de hem als rechtspersoon opgelegde verplichtingen niet naleeft, wordt de vergunning opgeschort door de Executieve voor een periode van één maand, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap.

De schorsing wordt automatisch opgeheven zodra de rechtspersoon het bewijs levert dat hij zijn verplichtingen naleeft.

De met redenen omklede beslissing van de Executieve wordt per aantegekende brief meegedeeld aan de rechtspersoon.

Indien de redenen van de schorsing nog bestaan na de periode van schorsing, kan de Executieve overgaan tot het intrekken van de vergunning, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap.

Deze met redenen omklede beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de rechtspersoon.

Art. 8. Een private radio mag geen beroep doen op de diensten van een rechtspersoon die niet erkend is krachtens dit besluit.

Indien het lid 1 niet nageleefd wordt, wordt één enkele aanmaning gestuurd per aangetekende brief aan de rechtspersoon die de erkenning van de private radio geniet.

Indien, na het verstrijken van een periode van twee maanden na de aanmaning, de bepaling voorzien in het lid 1 steeds niet wordt nageleefd, kan de Executieve voor een periode van één maand de erkenning van de private radio intrekken, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap.

De met redenen omklede beslissing van de Executieve wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de rechtspersoon.

Indien, na het verstrijken van de periode van schorsing, de redenen van de schorsing nog bestaan, kan de Executieve overgaan, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, tot het intrekken van de vergunning.

Deze met redenen omklede beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de rechtspersoon.

Art. 9. De Minister, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 oktober 1991.

Brussel, 18 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 92 — 1092

18 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant, pour l'année 1990, la répartition des revenus de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 18, § 1, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 mai 1991 fixant, pour l'année 1990, les modalités de la répartition des revenus de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en provenance de la publicité commerciale du profit de la presse écrite;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 19 août 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 décembre 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Article 1er. Le montant visé à l'article 1er de l'arrêté du 3 mai 1991 fixant pour l'année 1990, les modalités de répartition des revenus de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite est affecté, au titre de compensation forfaitaire de la perte de revenu due à l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, à des interventions exceptionnelles en faveur des organes de la presse écrite quotidienne ou hebdomadaire, d'information générale et d'opinion, conformément aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Art. 2. Ce même montant est réparti de manière globalement équivalente entre, d'une part, les organes de la presse écrite quotidienne d'information générale et d'opinion répondant aux critères visés à l'article 3 et, d'autre part, les organes de la presse hebdomadaire d'information générale et d'opinion répondant aux critères visés à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 3. Pour l'année 1990, un montant de 11 250 000 francs est attribué aux organes de la presse quotidienne francophone bénéficiant de l'aide sélective au sens de la loi du 19 juillet 1979 tenant à maintenir la diversité dans la presse quotidienne d'opinion, et répondant de ce fait aux critères suivants :

- tirage journalier vendu inférieur à 500 000 exemplaires;
- recettes publicitaires inférieures à 75 millions de francs indexés selon la formule :

$$75\,000\,000 \times \frac{\text{indice janvier année en cours}}{\text{indice janvier 1979}}$$

Ce montant est attribué en tenant compte du nombre de journalistes, de la moyenne journalière du nombre de pages rédactionnelles, ainsi que du rapport entre les recettes publicitaires brutes et le tirage moyen quotidien vendu.

Art. 4. Le montant visé à l'article 3 est réparti de la manière suivante :

- 750 000 francs à la S.A. Société populaire d'Édition (« le Drapeau rouge »);
- 6 300 000 francs à la S.A. Nouvelle presse démocratique socialiste (le Journal et Indépendance - Le Peuple);
- 4 200 000 francs à la Société d'Impression et d'Édition S.C. (La Wallonie).